

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°9 - 20 mai au 16 juin 2019

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. 1
Législation - Réglementation	p. 1 à 2
Normes - Labels - Démarches	-
Matériaux - Produits - Techniques	p. 2 à 3
Outils - Méthodologies	p. 3 à 4
Économie - Incitations financières	p. 4 à 5
Immobilier	p. 5 à 6
Éducation - Formation - Documentation	p. 6 à 7
Réalisations	p. 7
Professionnels - Entreprises	p. 7 à 8
Filières - Prestataires	p. 8 à 10
Bâtiment - Énergie	p. 10 à 11
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 11 à 12
Autres thèmes	p. 12 à 14

/// L'ACTU DES RÉGIONS EN BREF ///

France - « Cities to Be », 8^{ème} Congrès international du Bâtiment Durable : les inscriptions sont ouvertes !

Les acteurs du bâtiment, de l'immobilier, de l'aménagement, des infrastructures et des collectivités sont attendus les 12 et 13 septembre prochain à Angers pour le 8^{ème} congrès international du bâtiment durable. Organisé par NOVABUILD et l'Alliance HQE-GBC, Cities to Be permettra de découvrir des retours de terrains en France et à l'international, de s'informer des projets innovants, de mutualiser les expériences, de partager de bonnes pratiques et des solutions performantes, de mobiliser les dynamiques d'acteurs et de valoriser les savoir-faire français et européens. Au programme : 3 plénières, près de 50 ateliers, 5 visites de sites, 27 pitch-solutions, 9 revues de projet et des tables rondes autour de 12 thématiques phares parmi lesquelles : performance environnementale et neutralité carbone, économie circulaire, rénovation et exploitation des bâtiments, valeur et finance verte, santé et confort, mobilité et infrastructure, territoire positif et autonome, climat chaud, ...

> www.citiestobe.eu

/// SOMMAIRE ///

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

Sécurité incendie : le décret régissant les travaux de pose d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) sur des immeubles de moyenne hauteur (IMH) a été publié - 20 mai 2019

Pour éviter que des matériaux placés en façade, dans le cadre d'une ITE, ne servent de carburant et participent à augmenter la puissance du feu, les pouvoirs publics ont décidé de proposer deux solutions : soit le système de façade est constitué de matériaux « pratiquement incombustibles » ; soit le système est constitué de matériaux pratiquement incombustibles, « à l'exception d'un sous-ensemble protégé par un écran thermique ». Dans ce dernier cas, « l'efficacité de ce système de façade est appréciée par un laboratoire ou par un groupe de laboratoires agréés en réaction et en résistance au feu par le ministre de l'Intérieur ».

Les modalités techniques seront précisées par arrêté conjoint. Ce texte s'appliquera dès qu'une seule façade sera concernée par les travaux et mettra en œuvre des matériaux susceptibles de concourir au risque incendie. Ces nouvelles dispositions s'appliqueront pour les projets dont la demande de permis de construire ou la déclaration préalable sera déposée à partir du 1^{er} janvier 2020.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/securite-incendie-isolation-thermique-par-lexterieur-des-immeubles-de-moyenne-hauteur-decret.html

A télécharger :

> « Décret n°2019-461 du 16 mai 2019 relatif aux travaux de modification des immeubles de moyenne hauteur » : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038480565

Les acteurs de la construction demandent le report de la future Réglementation environnementale - 21 mai 2019

Le 17 mai dernier, le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE), qui regroupe les acteurs du bâtiment, a demandé un report de la future Réglementation environnementale (RE2020) prévue en 2020. « Confondre vitesse et précipitation conduirait à une réglementation inapplicable et inefficace alors que l'urgence climatique nous impose de réussir la RE2020 ». Le CSCEE sollicite donc le gouvernement pour que 2020 soit avant tout l'année de la publication des textes et non celle de l'entrée en vigueur de cette réglementation. Le CSCEE formule en outre une série de préconisations pour une transition énergétique réussie, parmi lesquelles : le renforcement des aides financières, notamment pour les ménages modestes et très modestes ; la réalisation d'une étude d'impact d'une éventuelle interdiction de mise sur le marché de la location des passoires énergétiques ; la mise en place d'un indicateur dédié du carbone stocké dans le bâtiment qui ne soit pas agrégé dans l'évaluation de l'empreinte carbone du bâtiment.

Sources :

> www.actu-environnement.com/ae/news/acteurs-construction-demandent-reporter-reglementation-environnementale-prevue-2020-33461.php4

Révision du facteur d'énergie primaire (Fep) : six acteurs du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE) se disent opposés à cette mesure - 27 mai 2019

Selon six acteurs du CSCEE (Conseil national de l'ordre des architectes, France nature environnement, réseau pour la transition énergétique (Cler), Syntec ingénierie, Union nationale des syndicats français d'architectes et Marjolaine Meynier-Millefert, députée et copilote du plan de rénovation énergétique des bâtiments), la révision du facteur d'énergie primaire (Fep), telle que prévue par le Gouvernement (passer de 2,58 à 2,1), aurait pour conséquence de sortir des milliers de logements des classes DPE F et G ; deux classes qui regroupent les logements qualifiés de « passoires thermiques ». Ce geste n'encouragerait donc nullement les propriétaires à engager des travaux de rénovation. Le CSCEE invite donc les pouvoirs publics à accompagner cette révision du Fep par « *une redéfinition de la performance énergétique des logements qui tienne compte de la consommation en énergie finale et de la performance de l'enveloppe et des équipements, en cohérence des charges énergétiques globalement supportées (abonnements, consommations, entretien et maintenance)* ».

Source :

> www.precaire-energie.org/Exclure-les-passoires-energetiques-a-la-location-une-etude-d-impact-demandee.html

Rénovation énergétique : François de Rugy, ministre de la Transition écologique, envisage l'obligation de travaux - 29 mai 2019

Auditionné par une commission parlementaire sur les freins à la rénovation énergétique, le ministre de la Transition écologique François de Rugy est revenu sur les pistes de réflexion du Gouvernement en la matière. Déplorant la méconnaissance des aides existantes, le ministre a avancé l'éventualité de l'obligation de travaux comme cela existe dans les secteurs de l'énergie et de l'assainissement ; une obligation qui, selon le ministre, pourrait induire « *une vraie bascule, une vraie dynamique* ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/-56558.php

Un amendement propose d'interdire les passoires thermiques à la location - 13 juin 2019

Dans le cadre des discussions concernant le projet de loi énergie, un amendement adopté en commission du développement durable et de l'aménagement du territoire prévoit d'interdire à la location les « passoires thermiques » (logements disposant d'un diagnostic de performance énergétique F ou G) en 2025 pour les zones tendues et en 2028 pour les zones détendues. Ce texte doit à présent passer l'étape de la commission des affaires économiques, le projet de loi devant commencer à être discuté en séance publique le 25 juin 2019.

Source :

> www.batiactu.com/edito/un-amendement-propose-interdire-passoires-thermiques-56674.php

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Vient de paraître : « Des produits biosourcés durables pour les acheteurs publics et privés » - Mai 2019

Les produits biosourcés sont aujourd'hui une réalité économique d'achat. Dans le contexte actuel d'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, ils apportent des solutions opérationnelles aux besoins des acheteurs, tout en permettant de diminuer la consommation de matières premières fossiles dans leur composition. Les deux objectifs de ce guide publié par l'ADEME sont de :

1. présenter la typologie de ces produits, les divers secteurs où ils peuvent être utilisés et mettre au clair certaines idées reçues à leur sujet ;
2. guider les acheteurs qui souhaitent obtenir et travailler avec ce type de produits en leur donnant des clés pour les identifier et analyser leurs caractéristiques notamment d'un point de vue environnemental.

Des recommandations techniques pour la prise en compte du critère « biosourcé » lors de l'élaboration des marchés sont également fournies (intensité concurrentielle, label, variante, achat innovant, ...).

Source :

> www.ademe.fr/produits-biosources-durables-acheteurs-publics-privés

L'AQC publie une nouvelle étude pathologie : « Fenêtres : points de vigilance » - 20 mai 2019

Les menuiseries extérieures constituent aujourd'hui un élément central de la performance du bâtiment. L'émergence et le développement des réglementations thermiques ont fortement impacté leurs caractéristiques. Au-delà de leur fonction première (éclairage et ventilation des locaux), elles doivent aujourd'hui répondre à des exigences d'efficacité énergétique, assurer une étanchéité à l'air et à l'eau tout en garantissant sécurité, confort, acoustique et qualité d'usage. Au vu de la sinistralité qui les affecte, l'AQC et la DHUP ont souhaité réaliser une analyse précise d'un échantillon de rapports d'expertise traités au cours de l'année 2017 afin de comprendre les origines des désordres pour mieux les éviter. Ce document s'attache à recenser les pathologies courantes observées sur cet échantillon représentatif, à apporter des explications techniques quant à l'apparition des désordres et à associer des points de vigilance ou rappels réglementaires.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3540

A télécharger :

> « Fenêtres : points de vigilance » : www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2019-05/E-Fenetres-Vigilance.pdf

Vicat et la start-up 2170, filiale du groupe JPS Granulats, décident d'unir leurs forces pour développer des ciments bas carbone - 23 mai 2019

Vicat et 2170 ont décidé d'unir leurs compétences pour développer des ciments bas carbone par mélange. Ces produits viendront compléter la gamme des solutions constructives Vicat à empreinte carbone réduite. A travers ce partenariat, le groupe cimentier montre son intérêt pour le procédé de fabrication mis au point par 2170. Ce dernier ouvre de nouvelles perspectives pour la production de ciments faiblement carbonés. Entité de la société familiale JPS Granulats (Côte-d'Or), 2170 est le premier acteur français des matériaux de construction à avoir reçu la certification NF Liants Hydrauliques pour une production de ciments par mélange en février 2018.

Source :

> <https://batijournal.com/vicat-et-2170-developpement-du-ciment-bas-carbone/102163>

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

Un guide pour tout savoir sur le BIM - 17 mai 2019

La CAPEB Bretagne propose un guide pour « Tout savoir sur le BIM ». Les artisans du bâtiment pourront y découvrir et comprendre ce qu'est le BIM et un projet BIM, pourquoi il est important de faire du BIM et quels sont les logiciels existants dans le domaine.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/guide-2018-du-bim.html#.XQi9tI_gpPZ

VigiSnap, première application publique de partage de photos de désordres - 24 mai 2019

L'AQC enrichit son application numérique AppliQC d'un outil innovant : VigiSnap, la première base de données publique de partage de photos de désordres dans le bâtiment. VigiSnap est une plateforme collaborative et participative gratuite, sur laquelle tout professionnel du bâtiment peut venir déposer et partager des photos de désordres. Chaque photo fait l'objet d'une caractérisation de la part de son auteur : année de construction de l'ouvrage, année d'apparition du désordre, localisation géographique, élément d'ouvrage concerné, description du désordre... Les informations déposées font toutes l'objet d'une validation avant leur mise en ligne.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3542

Lancé il y a un an, BatiRIM® - RIM pour « Ressource Information Modeling » - est un outil de modélisation des ressources dans l'existant développé par Suez et la start-up Resolving. BatiRIM® permet de quantifier, qualifier et cartographier les flux de produits et de matières issus de bâtiments en rénovation, réaménagement ou déconstruction et d'évaluer, avant même le début des travaux, leur potentiel de réemploi, réutilisation et recyclage. Les produits destinés au réemploi sont ensuite directement mis en vente sur des plateformes commerciales en ligne spécialisées durant le temps du chantier. L'outil BatiRIM® est actuellement en phase de déploiement.

Source :

> www.batiactu.com/edito/ou-est-rim-bim-deconstruction-56562.php

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

La commande publique en grande forme au 1^{er} trimestre 2019 - 20 mai 2019

Au premier trimestre 2019, plus de 21 milliards d'euros ont été investis par les acteurs publics, selon les chiffres de l'Assemblée des communautés de France. Les marchés d'ingénierie et de services restent les plus actifs. Avec respectivement +800 M€ et +500 M€ de progression au premier trimestre 2019 par rapport au début de l'année dernière, l'entretien des voiries et ouvrages, et celui des bâtiments publics et scolaires sont les deux domaines les plus marqués par la reprise de la commande publique. A contrario, de nouvelles baisses ont été constatées dans le domaine du logement social, confirmant les préoccupations des bailleurs et des collectivités.

Source :

> www.batiactu.com/edito/commande-publique-grande-forme-au-premier-trimestre-56458.php

Les certificats d'économies d'énergie (CEE) auraient financé plus de 500 000 opérations de rénovation en résidentiel en 2018 - 20 mai 2019

Sur la base des données transmises par le ministère de la Transition écologique et solidaire, le Groupe Effy, opérateur spécialisé dans les opérations de rénovation énergétique financées par les CEE, a calculé l'effet de levier de ces CEE sur le marché des logements en 2018. Résultat, les CEE auraient accompagné 395 000 actions d'isolation et 114 000 remplacements de chaudières en 2018. Et 62% de ces opérations auraient concerné les ménages modestes ; une proportion qui atteint 73% pour les opérations d'isolation des combles perdus, du fait de la bonne implantation sur le marché des offres d'isolation à 1 €.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/les-cee-auraient-finance-plus-de-500-000-operations-de-renovation-en-residentiel-en-2018.2037940

Le prix de l'électricité a augmenté de 5,9% le 1^{er} juin - 27 mai 2019

Gelé par le gouvernement à la suite du mouvement des « gilets jaunes », le prix de l'électricité a finalement été augmenté de 5,9% le 1^{er} juin dernier. Cette hausse concerne environ 25 millions de foyers.

Source :

> www.precarite-energie.org/EDF-s-attend-a-une-hausse-du-prix-de-l-electricite-de-5-9-au-1er-juin.html

Le Gouvernement annonce l'instauration prochaine de la Convention citoyenne sur la transition écologique - 3 juin 2019

Le ministre François de Rugy a annoncé, le 3 juin dernier, la mise en place, dans les mois qui viennent, de la Convention citoyenne sur la transition écologique. Cette nouvelle institution comptera 150 citoyens tirés au sort et planchera, notamment, sur l'amélioration des aides existantes. L'objectif annoncé par le Gouvernement : impliquer toute la société dans la transition écologique, à travers un échantillon représentatif de citoyens, et mobiliser l'intelligence collective pour passer du consensus sur le diagnostic au compromis sur les solutions.

Source :

> www.batiactu.com/edito/transition-energetique-rugy-installe-convention-citoyenne-56577.php

Le CITE (Crédit d'impôt pour la transition énergétique) sera transformé en prime à compter de 2020 - 14 juin 2019

Mercredi 12 juin, devant les députés, Edouard Philippe a présenté les grandes lignes de l'acte II du quinquennat. Déclarant que l'écologie serait « au cœur » du mandat présidentiel, il a annoncé diverses mesures en faveur de l'environnement et a notamment confirmé la transformation du CITE en prime. Les organisations professionnelles du bâtiment ont salué la volonté de simplification des aides, mais dénoncent des « mesures fiscales très injustes » qui, comme le souligne la FFB, vont impacter « un secteur de main d'œuvre, qui a créé près de 50 000 emplois depuis 2017 après avoir connu une crise sans précédent ». De son côté, la Capeb précise qu'elle restera « vigilante » à ce que les mesures appliquées « ne soient pas plus restrictives, notamment pour le CITE » et se dit fermement opposée à la mesure visant à restreindre le bénéfice du crédit d'impôt ou de la prime à certains ménages modestes.

Sources :

- > www.batiactu.com/edito/edouard-philippe-annonce-remise-a-plat-totale-aides-56664.php
- > www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/capeb-ffb-et-fntp-reviennent-sur-les-annonces-d-edouard-philippe-2019-06-14-34817

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : la 4^{ème} période va être prolongée d'un an - 17 juin 2019

La 4^{ème} période des CEE sera prolongée d'un an, jusqu'à fin 2021. L'objectif sera augmenté en conséquence, passant à 2 133 TWhc (au lieu des 1 600 initialement prévus sur 2018-2020, soit 533 TWhc en plus). Un décret allant dans ce sens devrait être présenté au conseil supérieur de l'énergie le 4 juillet, puis en Conseil d'État en septembre prochain.

Source :

- > www.lemoniteur.fr/article/cee-la-quatrieme-periode-sera-prolongee.2042065

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

Immobilier ancien : les prix toujours à la hausse - 23 mai 2019

Selon les chiffres de l'Insee et des Notaires de France, les prix des logements anciens ont augmenté de +0,7% par rapport au dernier trimestre de l'année 2018. Cette hausse, portée principalement par les prix franciliens, est plus marquée pour les appartements (+3,7%) que pour les maisons (+2,5%).

Source :

- > www.batiactu.com/edito/immobilier-ancien-toujours-pas-pilote-arreter-flambee-56503.php

Les ventes de logements neufs ont enregistré une légère baisse (-2,5%) au 1^{er} trimestre 2019 - 23 mai 2019

Cette baisse globale s'applique toutefois à un volume qui reste élevé (35 598 logements). Dans le détail, les ventes en accession constituent le poste le plus important. Elles représentent plus de 15 000 réservations entre janvier et mars 2019. Les ventes au détail aux investisseurs s'élèvent quant à elles à 13 567 unités (-1,2%), tandis que les ventes en bloc aux bailleurs sociaux n'ont représenté que 3 325 logements (-10,3%). Cette tendance à la baisse des mises en vente, déjà constatée lors des derniers trimestres, atteint début 2019 un niveau très préoccupant : -36,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018, soit près de 13 000 logements de moins. Avec 21 685 mises en vente, c'est le premier trimestre le plus faible enregistré depuis 2014. Pour répondre à la demande, les promoteurs ont donc puisé dans le stock, qui baisse de plus de 11 % et représente désormais moins de 10 mois de ventes au niveau national, et tombe à près de 8 mois dans plusieurs métropoles (Ile-de-France, Lyon, Rennes, Nantes). Résultat de cette contraction de l'offre : les prix continuent d'augmenter régulièrement : +1,8% entre le premier trimestre 2018 et le premier trimestre 2019.

Source :

- > www.lemoniteur.fr/article/logement-neuf-une-contraction-preoccupante-de-l-offre-selon-la-fpi.2039085

La construction de logements neufs enregistre une nouvelle baisse - 27 mai 2019

Selon les chiffres publiés par le ministère de la Cohésion des territoires, au cours des trois derniers mois, de février à avril 2019, les permis de construire et les mises en chantier ont respectivement reculé de 2% (-1,7% pour l'individuel et -2,2% pour le collectif) et de 6,6% (-8,7% dans le collectif et -3,5% pour l'individuel) par rapport aux trois mois précédents. Résultat, sur douze mois cumulés, de mai 2018 à avril 2019, 444 200 logements ont été autorisés à la construction, soit une baisse de 42 200 logements (- 8,7%). Les mises en chantier se contractent également : 412 300 logements ont été commencés, en recul de 19 100 logements (- 4,4%) par rapport aux douze mois précédents.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/la-construction-de-logements-neufs-enregistre-une-nouvelle-baisse-2019-05-27-34696

En mai 2019, les taux des crédits immobiliers ont atteint leur plus bas niveau historique à 1,29% en moyenne - 4 juin 2019

Les taux des crédits immobiliers s'élevaient en mai à 1,39% pour l'accession dans le neuf et à 1,30% pour l'investissement dans l'ancien. Un record qui dépasse le précédent, enregistré en novembre 2016 (1,33%). Quant à la durée des prêts, elle est de 19 ans en moyenne : 21 ans pour l'accession dans le neuf et un peu plus de 20 ans pour l'accession dans l'ancien. Ces durées se sont allongées de 29 mois depuis le début de l'année 2014.

Source :

> www.batiactu.com/edito/taux-credits-immobiliers-atteignent-un-plus-bas-historique-56590.php

Villes de France, la Banque des territoires, l'Union sociale pour l'habitat et Enedis publient la synthèse 2019 de l'Observatoire de l'habitat - 12 juin 2019

L'Observatoire de l'habitat, dédié aux villes de 10 000 à 100 000 habitants, a l'ambition d'être un outil indispensable aussi bien pour les décideurs locaux que pour les services concernant toutes les questions d'aménagement et d'habitat. Cette édition 2019 nous apprend notamment que :

- l'indice de construction dans les villes moyennes est légèrement plus faible que la moyenne nationale, ce qui peut s'expliquer par deux facteurs : la démographie et « la possible reconquête du parc existant » entrepris par ces territoires ;
- les villes moyennes se trouvent prises en étau entre métropoles saturées et territoires de moins de 20 000 habitants, témoins de la « périurbanisation », qui offrent de nombreux avantages en terme de foncier et de coûts de construction ;
- les villes moyennes sont « mieux dotées » en matière de parc locatif social, avec un peu moins d'un quart de leur parc global dédié aux logements sociaux, et ce, malgré une proportion moins importante de propriétaires occupants qu'au niveau national ;
- le parc social des villes moyennes, certes plus vieillissant (45% de constructions d'avant 1975), se montre plus performant sur le plan énergétique que le parc privé (2/3 du parc classé « D »).

Source :

> www.batiactu.com/edito/comment-se-porte-habitat-dans-villes-moyennes-56668.php

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Les statuts du nouvel opérateur de compétences (OPCO) de la construction remis en cause par le ministère du Travail - 26 mai 2019

Le Gouvernement a récemment soulevé une série d'objections quant au contenu des statuts du nouvel OPCO de la construction. Le conseil d'administration est donc appelé par la ministre du Travail à remédier à ces dysfonctionnements « *dans les plus brefs délais* ».

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/opco-de-la-construction-le-gouvernement-retoque-les-statuts.2039240

Dans son dernier rapport d'activité, le CCCA-BTP, association chargée de mettre en œuvre et de coordonner la politique de formation professionnelle initiale par l'apprentissage aux métiers du bâtiment et des travaux publics, pointe six réussites : l'augmentation de 8% du nombre d'apprentis du BTP ; la place de premier opérateur français de l'apprentissage pour la mobilité des jeunes ; le la désignation de l'organisme en tant que pilote des classes prépa-apprentissage ; l'installation d'une forte dynamique d'innovation ; le développement du numérique éducatif ; la modularisation et la numérisation de l'offre de formation.

Source :

> www.batiactu.com/edito/ccca-btp-fait-bilan-sa-transformation-56679.php

/// SOMMAIRE ///

/// RÉALISATIONS ///

Le premier label Ready2Services (R2S) a été attribué à Covivio, un immeuble de bureaux connecté et communicant, implanté au cœur de Compans - Caffarelli, premier quartier d'affaires toulousain - 22 mai 2019

Inauguré le 7 juin 2018 après une restructuration complète, l'immeuble tertiaire Covivio propose 11 400 m² de bureaux et services dont des plateaux de bureaux flexibles de 2 100 m², deux halls d'accueil indépendants, de nombreux espaces verts, 600 m² de terrasses et de patios arborés, ainsi qu'un parvis paysager, réalisés par l'agence Emma Blanc. Les bureaux sont équipés de capteurs multifonctions comprenant des cellules photosensibles ou des détecteurs de présence. L'éclairage, le chauffage et la climatisation peuvent ainsi être réglés par télécommande. Ce smart building, pensé pour évoluer aux futures mutations, est par ailleurs certifié HQE niveau Excellent et Breeam niveau Very Good. Lancé l'année dernière par SmartBuilding Alliance (SBA) et Certivéa, le label R2S a pour vocation d'être le cadre de confiance numérique de tout bâtiment, gage d'évolutivité et de sécurité. Fin Juin 2019, il sera étendu au résidentiel pour apporter une réponse globale au marché de l'immobilier.

Source :

> www.cahiers-techniques-batiment.fr/article/le-premier-label-ready2services-attribue.40745

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Tous secteurs confondus, entre janvier et avril 2019, 18 227 entreprises ont fermé leurs portes, soit une hausse de +0,8% par rapport à l'année dernière - 29 mai 2019

Selon la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), la construction est l'un des seuls secteurs, avec l'agro-alimentaire, à voir son nombre de faillites en baisse depuis le début de l'année 2019. Du côté des créations d'entreprises, 265 827 entreprises ont été créées entre janvier et avril 2019, soit une progression de près de 20% sur un an ; une hausse qui devrait avoir une influence sur le nombre de défaillances à venir, « *puisque une entreprise sur deux ne sera plus active cinq ans après sa création avec un âge moyen des défaillances autour de 81 mois* ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/defaillances-entreprises-dents-scie-depuis-debut-annee-56566.php

En avril 2019, les artisans du bâtiment demeurent optimistes sur les perspectives générales d'activité du secteur - 5 juin 2019

Interrogés en avril 2019, les chefs d'entreprises artisanales du bâtiment sont plus nombreux qu'en janvier à déclarer une hausse de leur activité et restent optimistes sur les perspectives générales d'activité du secteur. Le solde d'opinion correspondant se redresse après quatre trimestres consécutifs de baisse, mais reste au-dessous de sa moyenne de longue période.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/optimisme-des-artisans-du-batiment-sur-les-perspectives-dactivite-du-secteur-enquete-insee.html

La Capeb demande aux pouvoirs publics une étude pour évaluer le label RGE - 11 juin 2019

Alors que nombreuses sont les voix qui demandent un renforcement des conditions d'obtention et de maintien du label, la Capeb va en sens inverse. Les artisans du bâtiment rappellent l'efficacité du label RGE et appellent les pouvoirs publics à réaliser une étude à partir des données recueillies par les organismes de qualification, et ce, avant tout changement. Une évolution de cette marque de qualité, à laquelle sont conditionnées les aides financières à la rénovation énergétique, est en effet prévue dans le cadre du plan de rénovation énergétique des bâtiments, et un renforcement des critères n'est pas à exclure.

Source :

> <https://batijournal.com/la-capeb-defend-rge/102298>

Marché de l'entretien-rénovation : recul de l'activité sur une année glissante après deux trimestres consécutifs difficiles - 12 juin 2019

Le repli atteint -1,2% en Île-de-France, -0,9% dans les Hauts-de-France et -0,7% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les régions Grand Est, Centre-Val de Loire et Normandie affichent pour leur part un bilan neutre. A noter toutefois que la décélération engagée dans le secteur des logements au 4^{ème} trimestre 2018 dans la quasi-totalité des régions s'accélère au premier trimestre 2019 reflétant désormais un bilan négatif généralisé.

Source :

> www.cerc-actu.com

La fédération des Scop du BTP et la FFB scellent leur alliance - 17 juin 2019

L'annonce avait déjà été faite, mais l'acte est désormais officiel. Durant l'assemblée générale de la Fédération française du bâtiment (FFB) qui s'est tenue les 13 et 14 juin derniers, le conseil d'administration de l'organisation a adopté à l'unanimité le rapprochement avec la Fédération des sociétés coopératives (Scop) du BTP. Les objectifs de cette alliance sont triples : défendre un modèle économique et social d'entreprises de bâtiment structurées, négocier des avancées sociales utiles aux artisans et entrepreneurs, et assurer la défense et la promotion du secteur.

Source :

> www.batiactu.com/edito/federation-scop-btp-et-ffb-scellent-leur-alliance-56703.php

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Le marché de l'isolation thermique par l'extérieur a bondi de 5 % en 2018 - 24 mai 2019

Le marché français de l'isolation thermique des bâtiments par l'extérieur (ITE) sous enduit a augmenté de 5% en volume en 2018 pour atteindre un volume de 11,4 millions de m², selon les derniers chiffres communiqués par le groupement des industriels du Mur Manteau. Après une relative stabilité des ventes au début de l'année, la filière a observé une accélération de la demande au second semestre (+9,5%), notamment en provenance des bailleurs sociaux et des copropriétaires. Le marché des ITE sous enduit (neuf et rénovation) reste dominé par le polystyrène expansé (85% du marché), suivi de la laine minérale (15%) et des isolants biosourcés (5%).

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Isolation-thermique-exterieur-marche-bondi-5-2018-33497.php4

Déchets du BTP : l'objectif européen de 70% de déchets inertes recyclés a été dépassé en 2018 - 3 juin 2019

En avril 2016, l'Union nationale des industries de carrières de matériaux de construction (Unicem), l'Union nationale des producteurs de granulats (UNPG) et le Syndicat du béton prêt à l'emploi (SNBPE) avaient signé avec l'État, l'un des premiers Engagements pour la croissance verte (ECV). D'une durée de trois ans, cette démarche visait à améliorer la collecte, le recyclage et la valorisation des déchets inertes de la construction. Dès 2018, les producteurs de matériaux minéraux ont dépassé l'objectif de 70% de recyclage fixé par l'Union européenne. Fort de ce succès, l'Unicem, le SNPG et l'UNPG veulent proposer à l'État de signer un nouvel engagement autour de l'économie circulaire. Objectif : atteindre 90% de taux de recyclage des déchets inertes à l'horizon 2025, soit 8 Mt supplémentaires.

Source :

> www.batiactu.com/edito/dechets-btp-objectif-europeen-70-recyclage-depasse-56574.php

La Fédération du négoce du bois et des matériaux de construction réfléchit à la mise en commun des données produits entre fabricants et distributeurs - 3 juin 2019

L'idée de la Fédération du négoce du bois et des matériaux de construction : l'interopérabilité des données. Dans le monde du négoce, le fait que chaque acteur dispose de sa propre manière de référencer et décrire ses produits a de nombreux effets pervers. « *Il peut ainsi arriver que les informations disponibles auprès du fournisseur ne soient pas les mêmes que celles que l'on peut collecter auprès du fabricant - ce qui peut impacter négativement l'image du secteur dans son ensemble* ». La mise en commun permettrait ainsi à tous les distributeurs, quelle que soit leur taille, de disposer des mêmes informations.

Source :

> www.batiactu.com/edito/enjeux-interoperabilite-dans-negoce-56575.php

Au premier trimestre 2019, les énergies renouvelables ont couvert plus de 20% de la consommation électrique française - 4 juin 2019

Selon le Panorama de l'électricité renouvelable, les énergies renouvelables ont participé à hauteur de 20,1% à la couverture de la consommation d'électricité en France au cours du premier trimestre 2019 avec une production de 28,5 TWh : 14,1 TWh provenant du parc hydroélectrique (-30,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2018), 10,1 TWh provenant du parc éolien (+2,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2018), 2,3 TWh provenant du parc solaire (+50,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2018) et 2 TWh provenant des bioénergies (+4,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2018). Sur les douze derniers mois, l'électricité renouvelable a permis de couvrir 22% de la consommation en France métropolitaine.

Source :

> <https://batijournal.com/production-deelectricite-eolienne-et-solaire-record-au-premier-trimestre-2019/102236>

Vient de paraître : « La compétitivité de la filière construction en France : une analyse par les trajectoires industrielles » - 13 juin 2019

Cette analyse, réalisée par l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea) et l'Institut technologique FCBA pour le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, porte sur deux territoires : le massif de la Chartreuse et le massif des Landes de Gascogne. Après avoir identifié plusieurs facteurs de compétitivité, les auteurs définissent trois trajectoires prospectives de compétitivité de la filière bois construction : ressource territoriale, rebond industriel et culture constructive, obtenues à partir d'un croisement des variables approvisionnement, investissement et marché.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/analyse-de-la-competitivite-de-la-filiere-bois-construction-en-france-etude.html

L'Union des fabricants de menuiseries (UFME) veut faire entrer la filière « dans le 21^{ème} siècle de la fenêtre » - 13 juin 2019

Afin de proposer à ses adhérents un accompagnement toujours plus qualitatif, l'UFME s'est fixé quatre axes de travail :

- l'essor de la formation avec : la mise en place d'un Certificat de qualification professionnelle intitulé « Menuisier industriel-fabrication de fenêtres » et la distribution d'un kit de formation à chaque nouveau salarié de la filière.
- la mise à disposition d'outils concrets : outils BIM, fiches techniques, ...
- la mise en œuvre d'une communication accrue et élargie grâce à une application baptisée « Le Club » qui permettra de fluidifier les échanges et de fournir aux professionnels un annuaire ainsi qu'un calendrier des réunions professionnelles. Plus largement, la communication de l'UFME s'axera sur les fenêtres PVC, sur le savoir-faire et l'engagement écologique du secteur.

- le repositionnement de la marque NF Fenêtres Bois et Portes extérieures, en collaboration avec l'institut FCBA

L'ensemble de ces axes de travail vise, non seulement à améliorer la visibilité et la lisibilité des professionnels des menuiseries extérieures, mais aussi à pousser la filière à passer à la vitesse supérieure dans les domaines du développement durable et du recyclage.

Source :

> www.batiactu.com/edito/ufme-ouvre-porte-a-plus-grande-communication-autour-56676.php

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

L'ONPE publie le guide pratique « Comment mettre en œuvre des projets de lutte contre la précarité énergétique : bonnes pratiques et étapes clés » - 13 mai 2019

Ce guide pratique, qui s'adresse à tous les acteurs souhaitant porter ou développer un projet de prévention de la précarité énergétique sur leurs territoires, s'articule autour de messages clés issus des retours d'expérience d'acteurs de terrain, chefs de projet, animateurs ou opérateurs impliqués dans la mise en œuvre et l'animation de dispositifs de lutte contre la précarité énergétique. Il identifie six étapes clés essentielles au lancement et au bon déroulé d'un projet de lutte contre la précarité énergétique : la réalisation d'un état des lieux de l'existant, la définition du positionnement stratégique du projet, la définition d'un modèle économique approprié aux objectifs fixés et aux ressources mobilisables, l'appropriation du projet par ses bénéficiaires et ses participants, la définition d'un dispositif d'évaluation. 12 fiches synthétiques « actions exemplaires » viennent le compléter.

Source :

> www.precarite-energie.org/Guide-pratique-Comment-mettre-en-oeuvre-des-projets-de-lutte-contre-la.html

A télécharger :

> « Comment mettre en œuvre des projets de lutte contre la précarité énergétique : bonnes pratiques et étapes clés » : www.precarite-energie.org/IMG/pdf/guide_me_thodologique_pre_carite_e_nerge_tique_onpe_vf.pdf

Vient de paraître : « Avis de l'ADEME : le chauffage au bois, stratégique pour la transition énergétique » - 23 mai 2019

Le chauffage domestique au bois est un enjeu incontournable et stratégique de la transition énergétique. Le bois énergie correspond aujourd'hui à 40% des énergies renouvelables produites en France, largement devant les autres sources renouvelables. L'ADEME a publié un avis sur ce mode de chauffage, les enjeux, les recommandations pour atteindre une performance environnementale en accord avec les objectifs de développement des énergies renouvelables.

Source :

> <https://presse.ademe.fr/2019/05/avis-de-lademe-le-chauffage-au-bois-strategique-pour-la-transition-energetique.html>

A télécharger :

> « Le chauffage au bois, stratégique pour la transition énergétique » : www.ademe.fr/avis-lademe-chauffage-domestique-bois

Rénovation énergétique : l'association Entreprises pour l'environnement (EPE) préconise l'introduction d'une obligation de travaux de rénovation énergétique - 27 mai 2019

Afin d'atteindre les objectifs de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) 2050, l'association EPE, constituée d'une quarantaine de grandes entreprises, dont de nombreuses issues du secteur de la construction et des énergies (Saint-Gobain, LafargeHolcim, Schneider electric, EDF, Vinci, Veolia, ...), formule de nombreuses recommandations parmi lesquelles : instaurer une obligation de travaux, faire monter en compétences la filière, s'engager sur des résultats d'économies d'énergie ou, bien encore, ralentir l'étalement urbain.

Source :

> www.batiactu.com/edito/zero-carbone-2050-un-rapport-preconise-obligation-travaux-56534.php

30 propositions pour lutter contre la dégradation des copropriétés - 29 mai 2019

Les propositions formulées par le think tank Procivis Lab' s'articulent autour de trois axes : mieux mobiliser les acteurs de la gouvernance de la copropriété, en remettant le syndic au cœur de la gestion des immeubles ; mieux accompagner la rénovation, en structurant la filière, de la sensibilisation jusqu'au financement des travaux ; enfin, mieux prévenir et traiter les impayés de charges, en mensualisant les charges de copropriété ou encore en renforçant la phase de conciliation.

Le think tank propose notamment que le syndic présente « à intervalle régulier au syndicat des copropriétaires une série de documents prospectifs sur l'état du bâti et sur les perspectives de travaux », à savoir un rapport sur l'état de la copropriété tous les 3 ans, un plan pluriannuel de travaux tous les 5 ans, un Diagnostic technique global et un plan de financement préalable des travaux. Le think tank entend également responsabiliser les copropriétaires en faisant évoluer les seuils de majorité pour faciliter la prise de décision en assemblée générale, notamment dans le cadre d'un vote de travaux de rénovation. S'agissant de la rénovation des copropriétés, le rapport propose la création d'un guichet unique sur le sujet à l'échelle régionale. Il veut également mettre en place un prêt travaux à 0% réglementé afin de massifier les opérations de rénovation énergétique en donnant plus de lisibilité à leur financement.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/logement-des-propositions-pour-aider-les-coproprietes-en-difficulte.2039380

Les Français ont une bonne opinion des performances énergétiques de leur logement - 29 mai 2019

Selon une récente enquête menée par Franfinance, 65% des Français pensent que leur logement est bien isolé (72% des plus de 65 ans). Près de la moitié (47%) déplorent cependant que leur logement soit trop dépendant des énergies fossiles. 1 Français sur 5 souhaiterait entreprendre des travaux d'éco-rénovation afin de faire des économies (83% des personnes interrogées), d'améliorer son confort de vie (57%) et de limiter son impact sur l'environnement (46%). 85% des Français connaissent au moins une aide au financement. La plus connue est la TVA à taux réduit, citée par 71% des répondants, suivie du chèque énergie. Vient ensuite l'Eco Prêt à Taux 0% : 64% des Français le connaissent, 6% l'utilisent. Avec seulement 16% des Français au courant de son existence et 3% des Français qui l'utilisent, le CITE (Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique) figure en dernière place du classement.

Source :

> www.franfinance.fr/actualites/actualites-du-credit/francais-eco-renovation-etude-franfinance-csa/

L'ADEME lance un Appel à Projet Recherche « vers des bâtiments responsables » - 11 juin 2019

L'ADEME lance un Appel à Projet Recherche afin de soutenir des projets de recherches et d'expérimentations qui permettent de générer des nouvelles connaissances, levant des verrous scientifiques, techniques, socio-économiques, sanitaires et/ou organisationnels sur les bâtiments responsables. Cet Appel à Projet, qui se clôture le 4 octobre 2019, vise à faire émerger des solutions innovantes dans le but d'apporter des recommandations en termes de politiques publiques.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/l-ademe-lance-un-appel-a-projet-recherche-vers-des-a1392.html

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

L'Agence nationale de sécurité sanitaire confirme la dangerosité et le caractère cancérigène des poussières de silice cristalline - 22 mai 2019

Selon l'Anses, « l'existence d'un risque sanitaire particulièrement élevé (supérieur à 1 pour 1 000) pour la population professionnelle exposée à la silice cristalline est confirmée ». Entre 14 600 et 22 400 ouvriers du BTP seraient concernés. L'Anses invite donc à revoir la valeur limite d'exposition professionnelle, actuellement de 0,1 mg.m³, mais aussi à réaliser un effort de sensibilisation aux risques liés à l'exposition à la silice cristalline et aux mesures de prévention auprès des professionnels. Le tableau des maladies professionnelles devrait également être mis à jour, de manière à considérer l'inhalation des poussières concernées comme potentiellement déclencheur de cancers broncho-pulmonaires.

Source :

> www.batiactu.com/edito/silice-cristalline-un-risque-sanitaire-particulierement-56470.php

Etat de santé et conditions de travail des artisans du Bâtiment : la Capeb, le CNATP et le pôle d'innovation IRIS-ST dévoilent les résultats du 5^{ème} baromètre Arti Santé - 23 mai 2019

Après 4 années d'augmentation de l'optimisme des artisans vis-à-vis de leur activité, l'enthousiasme a baissé de 10 points en un an. Parallèlement, le nombre de chefs d'entreprise artisanale souffrant de stress a augmenté de 15 points (58% des répondants). Un stress en grande partie lié à des rythmes de travail intenses (65% des artisans travaillent plus de 50h par semaine, dont 26% plus de 60h), une charge administrative importante et un déséquilibre entre vie privée et professionnelle. Le nombre d'artisans souffrant de troubles émotionnels est également en hausse de +9 points en un an. 33% des artisans se disent par ailleurs sujets à la nervosité, l'irritabilité et à des angoisses, contre 24% en 2017. Enfin, 66% des artisans souffrent de troubles musculo-squelettiques, un pourcentage en baisse pour la 3^{ème} année consécutive.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/5e-barometre-arti-sante-des-artisans-de-plus-en-plus-stresses-2019-05-23-34681

L'IRIS-ST publie un nouveau mémo sur l'isolation thermique par l'extérieur - 27 mai 2019

L'IRIS-ST vient d'éditer un nouveau mémo sécurité à destination des entreprises artisanales du Bâtiment en collaboration avec la CAPEB et l'OPPBTP. La pose d'un système d'isolation thermique par l'extérieur se réalise en plusieurs étapes successives, avec la mise en œuvre de différents matériaux et l'utilisation d'outils pouvant générer des risques. Quelles sont les précautions prendre à chaque étape ? Quelles sont les formations nécessaires ? Ce mémo fournit toutes les réponses que peuvent se poser les professionnels.

Source :

> <https://www.construction21.org/france/articles/fr/l-iris-st-publie-une-nouvelle-fiche-pr-eacute-ventive-sur-les-chantiers-d-ite.html>

A télécharger :

> « Mémo sécurité : l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) par enduit sur isolant » : www.iris-st.org/upload/document/memo/437.pdf

Qualité de l'air intérieur : lancement du site batiment-ventilation.fr - 5 juin 2019

Afin de mettre à disposition des acteurs de la construction l'ensemble des ressources sur les réglementations liées à la ventilation, le Cerema, le CETIAT et la société GreenMe, spécialiste de la qualité des ambiances des environnements de travail, lancent le site batiment.ventilation.fr. Destiné à tous les acteurs professionnels intervenant depuis la création et la prescription jusqu'à la réception et la maintenance des systèmes de ventilation, ce site propose une information et une actualité réglementaire de référence neutre et fiable, un état complet et à jour de la réglementation applicable, une présentation exhaustive et accessible des principes techniques de la ventilation, une bibliographie étendue des études et guides de référence sur le thème de la ventilation, ainsi que des ressources pédagogiques numériques pour la promotion des bonnes pratiques.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/qualite-air-interieur-lancement-du-site-batiment

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Comment habiterons-nous dans 20 ans ? Le groupe de réflexion Terra Nova décline plusieurs scénarios d'avenir possibles - 21 mai 2019

Bien que le secteur du logement soit peu susceptible de connaître une révolution radicale des usages, certaines tendances lourdes peuvent être observées. Partant de ce constat, Terra Nova a identifié quatre scénarios possibles à l'horizon 2040 :

- un scénario de « concentration métropolitaine » aux forts effets inégalitaires,
- un scénario de « saturation urbaine » se traduisant par un clivage culturel fort entre les habitants des métropoles et ceux des espaces peu denses,
- une possible « révolution du partage » qui suppose cependant d'importants changements de modes de vie et de représentations du « chez soi » dans de larges secteurs de la population,

- un scénario d'équilibre, « le réseau des métropoles », qui permettrait d'harmoniser les aspirations majoritaires des ménages en termes de logement avec un équilibre des territoires et un usage responsable des ressources naturelles.

Source :

> <https://batijournal.com/comment-habiterons-nous-dans-20-ans/102111>

A télécharger :

> « Comment habiterons-nous dans 20 ans ? » :
http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/699/original/Terra-Nova_Habiter-dans-vingt-ans_120219.pdf

Lancement d'un accélérateur de start-up dédié aux Villes et Territoires Circulaires - 27 mai 2019

Impulse Partners et Sinteo, en partenariat avec le CSTB, ont lancé le 1^{er} accélérateur de start-up visant à accompagner la démarche open-innovation des acteurs du BTP, de la Ville et des Territoires, pour promouvoir l'économie circulaire. Cet accélérateur doit permettre de faire émerger, d'expérimenter et de déployer des solutions novatrices imaginées par des start-ups évoluant dans les domaines de la construction, l'aménagement, l'environnement, etc. Les entreprises accueillies dans le cadre du projet, interviendront sur 5 thématiques : énergie, matériaux produits et équipements, déchets d'activité, eau et enfin espaces et usages.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/evenements-du-batiment/lancement-d-un-accelerateur-de-start-up-dedie-aux-ville-et-territoires-circulaires-2019-05-27-34698

Economie circulaire : 8 acteurs européens de la construction demandent à la Commission européenne de définir une stratégie claire - 28 mai 2019

Fort de plus de trois millions d'entreprises, le secteur de la construction de l'Union européenne représente 9% de son Produit intérieur brut et est à l'origine de 18 millions d'emplois directs. Cependant, il est également responsable de plus d'un quart de la production de déchets en Europe. De ce constat, huit acteurs européens majeurs du secteur ont décidé de s'allier pour demander une stratégie claire en matière d'économie circulaire, afin d'atteindre les objectifs fixés du Plan d'action économie circulaire de la Commission européenne. Ils demandent ainsi la création d'une plateforme d'experts incluant la future initiative de politique constructive. Tous se sont réunis autour de la déclaration : « *La construction dans l'économie circulaire : vers des matériaux, produits et bâtiments circulaires* ». Les signataires du texte ont proposé des principes directeurs pour une approche cohérente de la construction circulaire et durable, pouvant engager toutes les parties prenantes.

Source :

> www.batiactu.com/edito/europe-construction-s-engage-faveur-economie-circulaire-56552.php

Photovoltaïque : l'ADEME étudie le potentiel des friches et parkings - 28 mai 2019

L'ADEME a évalué le gisement national des zones délaissées (friches) et des parkings propices au déploiement du photovoltaïque. L'étude, qui porte sur la métropole et la Corse, a permis de recenser 17 764 sites propices à l'installation d'une centrale photovoltaïque : 2/3 sont des zones délaissées qui peuvent accueillir des installations au sol et 1/3 des parkings. Le gisement représente 53 GWc répartis à 93% sur les zones délaissées (49 GWc) et 7% sur les parkings (4 GWc), soit 6 fois la puissance photovoltaïque installée à ce jour. La grande majorité des sites dispose d'une surface relativement modeste puisque 70% présentent un potentiel compris entre 0,5 et 2,5 MWc.

Source :

> <https://batijournal.com/photovoltaïque-limportant-potentiel-des-friches-et-parkings/102186>

REX bâtiments performants : l'AQC publie un nouveau rapport sur la végétalisation du bâti - 4 juin 2019

Pour lutter contre le phénomène d'îlots de chaleur, temporiser l'écoulement des eaux pluviales, favoriser la biodiversité ou encore produire des aliments, l'usage du végétal en ville est de plus en plus présent. Le bâtiment existant devient alors le support d'un équipement vivant évoluant au fil des saisons. Ce rapport REX, élaboré en partenariat avec Ekopolis, a pour objectif d'accompagner les acteurs de la construction vers des opérations de végétalisation pérennes, conservant l'intégrité et la durabilité du bâtiment.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3571

Téléchargeable sur le site de la FFB, ce rapport décrit des évolutions auxquelles les artisans et entrepreneurs du bâtiment sont ou seront confrontés. L'écosystème bâtiment doit se préparer aux BatTech. Les pistes d'application à moyen terme sont nombreuses : optimiser des plans, améliorer la connaissance des sols et sous-sols, prédire des comportements de matières, aider à la précision à partir de lunettes connectées ou grâce à des robots qui pourraient intervenir sur des espaces présentant des risques, gérer les approvisionnements de chantiers, alerter lorsqu'un compagnon réalise un mauvais geste pour sa santé, détecter des malfaçons via des robots et des drones, évaluer le volume quotidien de déchets sur chantier, alerter en matière de facturation, adapter les formations et fidéliser les personnels, etc.

Source :

> www.ffbatiment.fr/federation-francaise-du-batiment/laffb/salle_de_presse/communiqués_de_presse/intelligence-artificielle-et-batiment-la-ffb-ouvre-des-perspectives.html

/// SOMMAIRE ///



Les membres du Réseau Bâtiment Durable

Alliance HQE-GBC - AQUAA - BEN BTP - Bourgogne Bâtiment Durable
Cd2e - Cluster éco-énergies - Collectif Effinergie
Ekopolis - EnvirobatBDM - Envirobat Centre - Envirobat Occitanie
Envirobat Grand Est - Envirobat Réunion - Globe 21 - KEBATI
Novabuild - Noveco - Odéys - Pôle énergie Franche-Comté
Réseau Breton Bâtiment Durable - S2e2 - Terra'noi
Ville & Aménagement Durable

Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR